

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1909.

Proposition de loi modifiant les dispositions légales en vigueur concernant les pensions des greffiers et greffiers adjoints des Cours et Tribunaux du Royaume.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La mise à la pension des greffiers des cours et tribunaux est actuellement régie par les lois du 21 juillet 1844 (modifiée par celle des 27 juillet 1849 et 10 janvier 1886) et du 25 juillet 1867.

*
* *

La première de ces lois détermine les conditions requises pour être admis à la retraite et elle fixe les bases de la liquidation.

A. — *Conditions* : 1° Les greffiers peuvent être admis à la pension à 65 ans d'âge et après trente années de service (art. 12). S'ils sont reconnus hors d'état de continuer leurs fonctions par *suite d'infirmités*, ils peuvent être admis à la pension, quel que soit leur âge, s'ils comptent au moins dix années de service. (Art. 3. V. aussi art. 4 et 5.)

B. — *Bases de la liquidation*. — Art. 8 : « Les pensions sont liquidées à raison, pour chaque année de service, de 1/60 de la moyenne du traitement dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années. »

Après trente années de service, un greffier obtient donc une pension représentant les 30/60 ou la 1/2 de son traitement quinquennal. Aucune pension ne peut excéder les 3/4 du traitement, ni une somme de 7,500 fr. (Art. 13 de la loi du 21 juillet 1844, modifié par l'art. 4 de la loi du 10 janvier 1886.)

*
* *

Quant à la seconde loi, celle du 25 juillet 1867, elle décrète l'âge de la retraite d'office; son article premier porte : « Les membres des cours et tribunaux sont mis à la retraite à 70, 72 ou 75 ans, suivant la juridiction. »

Les greffiers sont, en effet, membres des cours et tribunaux auxquels ils

sont attachés; ils font partie de l'ordre judiciaire et participent à l'administration de la Justice (*Pandectes belges*, v° greffier, n° 8. Loi d'org. jud., art. 180). Leur traitement est fixé proportionnellement à celui des magistrats, et les augmentations périodiques de traitement sont les mêmes pour les uns et pour les autres (Lois des 28 juin 1869-21 juillet 1899 et 5 décembre 1903).

Jusqu'en 1867, la même proportionnalité existait également entre les pensions de retraite; pour les greffiers comme pour les magistrats, ces pensions se liquidaient absolument d'après les mêmes bases (Arrêté-loi du 14 septembre 1814, loi du 21 juillet 1844). L'équilibre qui avait existé pendant toute la carrière commune se continuait ainsi après l'admission à la pension.

La loi du 25 juillet 1867 est venue modifier cet état de choses. Après avoir décrété la mise à la retraite *obligatoire* des membres des cours et tribunaux, y compris les greffiers, à l'âge de 70, 72 ou 75 ans, suivant les juridictions, cette loi a édicté en faveur des magistrats, mais des magistrats seulement, différentes dispositions généreuses que voici :

Le magistrat, mis à la retraite à raison de l'âge et ayant 30 années de service, dont 15 au moins dans la magistrature, a droit à l'éméritat, c'est-à-dire à une pension égale au traitement moyen des cinq dernières années. Si le magistrat n'a pas 30 années de service, sa pension est diminuée de $\frac{1}{30}$ pour chaque année qui manque pour parfaire ce nombre (art. 9). Si le magistrat vient à cesser ses fonctions, par suite d'infirmité, avant l'âge voulu pour obtenir l'éméritat, il peut être admis à la pension, quel que soit son âge, après 5 années de service. Dans ce cas, sa pension est liquidée à raison de $\frac{1}{6}$ du taux moyen de son traitement pendant les cinq dernières années, et de $\frac{1}{58}$ de ce traitement en sus, pour chaque année de service dans la magistrature au delà de cinq (art. 10).

Dans les deux derniers cas, il est compté quatre années de service effectif dans la magistrature aux magistrats, docteurs en droit, qui n'auraient pas le nombre d'années de service voulu pour obtenir le maximum de la pension déterminée par la loi (art. 11).

Il résulte de cette disposition que, pour les magistrats parvenus à l'âge de la retraite, il suffit de 26 années de service, dont 11 dans la magistrature, pour obtenir l'éméritat.

* * *

Aucun des avantages qui viennent d'être énumérés n'a été étendu aux greffiers des cours et tribunaux. Si l'on rapproche les dispositions de la loi de 1867 et celles de 1844, on peut se faire une idée de la différence considérable qui existe, au point de vue de la pension, entre la situation des magistrats et celle des greffiers.

Le magistrat, ainsi qu'on vient de le voir, après 26 années de service, obtient une pension égale au traitement entier, tandis qu'un greffier, après 30 années de service, n'a droit qu'à une pension représentant la moitié de son dernier traitement quinquennal. Le greffier, pour pouvoir être admis à

la pension par suite d'infirmités, doit avoir au moins 10 années de service, tandis qu'il suffit de 5 années pour les magistrats. Le diplôme de docteur en droit, qui est compté aux magistrats pour 4 années de service, est sans valeur aucune au point de vue de la pension des greffiers.

Or, il existe actuellement en Belgique plus de 60 greffiers, greffiers adjoints ou commis-greffiers *docteurs en droit*, c'est-à-dire qui ont fait les mêmes études préliminaires que les magistrats. Quelques exemples rendront cette différence plus frappante (voir annexe I).

*
* *

La loi du 25 juillet 1867 a donc fait disparaître la proportionnalité qui existait entre les pensions des greffiers et celle des magistrats ; depuis lors, et comme conséquence de cette loi, les greffiers se trouvent placés, sous le rapport de la pension, dans un état d'infériorité, que, sans méconnaître la différence de nature des fonctions du magistrat et de celles du greffier et la haute considération qui s'attache à la mission du juge, nous ne croyons cependant pas justifiée.

Mais il y a plus. Comme les greffiers sont mis à la retraite forcée à l'âge de 70, 72 ou 75 ans (art. 1^{er} de la loi du 25 juillet 1867) et que, d'un autre côté, ils ne peuvent être mis à la pension « *qu'après 30 années de service* » (loi de 1844), il en résulte que ceux de ces fonctionnaires qui parviennent à l'âge ci-dessus indiqué sans avoir 30 années de service, sont *privés du droit à la pension* et livrés au bon vouloir du pouvoir.

Telle est la situation d'inégalité faite aux greffiers des cours et tribunaux, sous le rapport de la pension.

*
* *

On comprendrait que les greffiers eussent été exclus de l'éméritat si cette faveur n'avait été accordée que comme compensation à l'atteinte portée au principe constitutionnel de *l'immovibilité du juge* ; mais du moment qu'il n'en était pas ainsi, du moment que l'éméritat était étendu aux membres du parquet, magistrats amovibles, il n'est plus possible de justifier par des raisons d'ordre constitutionnel l'exclusion des greffiers.

Deux anciens ministres de la justice, M. le baron d'Anethan et M. Cornesse, ont fait ressortir à la tribune parlementaire, en 1867 et en 1884, combien l'inégalité qui vient d'être signalée « *est peu équitable* », et ils ont demandé au Gouvernement de la faire disparaître en étendant aux greffiers le bénéfice des articles 9, 10 et 11 de la loi du 25 juillet 1867 (voir Annexe II).

*
* *

Les charges et les retenues qui frappent les traitements sont les mêmes pour les greffiers et pour les magistrats qui ressortissent d'une même « *caisse des veuves et orphelins* ». Même assimilation pour l'âge de la mise en retraite forcée. Les greffiers, comme les magistrats, sont d'investiture royale et sont inscrits sur la liste de rang ; dans les cérémonies officielles ils figurent à côté des magistrats, comme faisant partie de la corporation.

Leurs devoirs moraux, légaux et professionnels ont les plus grandes analogies, et les incapacités comme les incompatibilités sont identiques pour les magistrats et pour les greffiers. Les greffiers ont droit aux mêmes indemnités de déplacement que les magistrats.

*
* *

L'inégalité que nous venons de signaler n'existe peut-être qu'en Belgique. En Allemagne, en Hollande et en France, les greffiers bénéficient des mêmes dispositions légales que les magistrats, en ce qui concerne les pensions; les bases de liquidation sont les mêmes pour les uns et pour les autres. (Pour l'Allemagne, voir lois des 27 mars 1872, 31 mars 1882 et 13 juin 1907, art. 1, 7, 8). Pour la Hollande, voir loi du 9 mai 1890, J. O., n° 78, et lois des 12 mai 1902 et 5 juin 1903, J. O., n° 132.)

La jurisprudence française, interprétant les lois sur la matière, décide que « les commis-greffiers des tribunaux (en Belgique, les greffiers adjoints) » doivent être considérés comme des magistrats, dans le sens des dispositions légales » relatives à la pension des membres de l'ordre judiciaire. (Voir arrêt du conseil d'État du 22 juillet 1903, et autorités citées. *Pasicrisie belge*, jurisprudence étrangère, année 1903, p. 172.)

*
* *

Tandis qu'aucune responsabilité pécuniaire ne pèse sur le magistrat, le greffier a une responsabilité très lourde. Les cas sont presque innombrables où les greffiers sont passibles d'amendes pour des faits, retards ou omissions relatifs à leurs fonctions.

La répression peut être civile, disciplinaire ou pénale, selon les cas. Elle s'élève de la simple négligence jusqu'au délit, et même jusqu'au crime.

Bornons-nous à donner un aperçu des pénalités et responsabilités qu'en-court le greffier, non seulement à l'égard des particuliers lésés, mais aussi envers l'État lui-même (voir Annexe III), et ajoutons que la responsabilité des greffiers ne peut être écartée à raison d'une erreur de droit par eux commise. Ils sont responsables par cela même qu'ils ignorent le droit, car, de par leurs fonctions mêmes, ils sont particulièrement tenus d'en avoir connaissance. (LAURENT, *Princ.*, t. XX, n° 483 et suivants).

Nous ne ferons qu'indiquer la responsabilité résultant des nullités commises dans les actes ou dans les procédures, et qui est régie soit par l'article 1031 du Code de procédure civile, soit plutôt — les greffiers n'étant pas des officiers ministériels — par l'article 1382 du Code civil. Aussi ne dirons-nous rien de la responsabilité principale qui dérive, pour les greffiers, de leur qualité de dépositaires publics : la garde des minutes des jugements et arrêts, et des actes faits ou reçus au greffe; de la perte ou de l'altération des pièces et registres du greffe, etc.

Il suffit que l'on sache qu'il existe une foule de lois dont la moindre inobservation expose les greffiers à des responsabilités fréquentes et ruineuses.

*
* *

Ce serait, du reste, une erreur de croire qu'il n'y a que les magistrats qui jouissent du bénéfice de l'éméritat; celui-ci existait bien avant la loi du 25 juillet 1867, et il a plusieurs fois été étendu depuis. (Voir annexe III.)

*
* *

Sous le rapport de la pension, les greffiers sont même traités *moins favorablement* que la plupart des autres fonctionnaires et employés de l'État. (Voir annexe V.)

Cet état d'infériorité manifeste ne peut se justifier, ni en raison ni en équité.

Aussi bien, la section centrale chargée de l'examen du Budget du Ministère de la Justice pour 1908, présidée par M. Nerinx et composée de MM. Van der Linden, Rosseeuw, Masson, De Lantsheere, Van Marck et Versteylen, saisie d'une demande de l'Association des Greffiers adjoints des tribunaux de 1^{re} instance du royaume, a-t-elle exprimé le vœu de voir allouer aux greffiers des cours et tribunaux le bénéfice des dispositions des articles 9 et suivants de la loi du 25 juillet 1867. (Voir annexe VI.)

*
* *

Il nous reste à envisager un dernier côté de la question : la charge qui découlerait pour le Trésor de l'extension aux greffiers des cours et tribunaux du bénéfice des dispositions de la loi du 25 juillet 1867. Emprasons-nous de déclarer que, s'il en résultait nécessairement une charge, celle-ci serait relativement peu importante. Les faits que nous indiquons (annexe VII) — faits précis et certains — permettent d'en juger.

Ils établissent que le nombre des greffiers admis à la pension n'est que de 6 ou 7 (exactement 6.6) par année, et la moyenne des pensions accordées à des greffiers de 1892 à 1906 ne s'est élevée qu'à 15,089 francs par année.

De plus, la jouissance des pensions est de courte durée.

Ces faits permettent de conclure que l'extension aux greffiers du bénéfice des articles 9, 10 et 11 de la loi du 25 juillet 1867 n'entraînerait qu'une charge relativement peu importante pour le Trésor.

Sans doute, le nombre des bénéficiaires des dispositions proposées irait en augmentant d'année en année, mais pendant 6 ou 7 ans seulement. Une fois ce laps de temps écoulé, la situation deviendrait normale et la charge n'irait plus en augmentant, parce que les extinctions de pensions, par suite de décès, viendraient compenser les admissions ou les créations nouvelles.

*
* *

De l'exposé qui précède il nous semble permis de conclure que la réclamation des greffiers, tendant à obtenir le bénéfice des articles 9, 10 et 11 de la loi du 25 juillet 1867, est pleinement justifiée à tous égards.

C'est cette réclamation, Messieurs, qui nous a inspiré la proposition de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Nous exprimons l'espoir que la Chambre tout entière s'y ralliera et ne voudra pas différer plus longtemps une réforme impatiemment attendue par les intéressés.

A. BORBOUX.

ANNEXE I.

A. — *Mise à la retraite à raison de l'âge.*

Un magistrat mis à la retraite d'office et ayant 30, et même seulement 26 années de service, dont 15 dans la magistrature, a droit à une pension égale à la moyenne du traitement des cinq dernières années.

Un greffier, au contraire, après 30 années de service, n'obtient qu'une pension représentant les 50/60 ou la moitié du même traitement moyen ; pour arriver à une pension égale aux 2/3 de ce traitement, les greffiers, même docteurs en droit, doivent avoir 40 années de service.

B. — *Mise à la retraite par suite d'infirmités.*

a) Un juge à un tribunal de 2^e classe, par exemple, se retire par suite d'infirmités après 20 années de service dans la magistrature. Ce magistrat, qui a joui pendant les cinq dernières années d'un traitement moyen de 5,400 francs, obtient une pension de $(1/6 + 19/35 \text{ de } 5,400)$ 3,831 francs.

Un greffier, même docteur en droit, se trouvant identiquement dans les mêmes conditions, *et quant au traitement moyen et quant à la durée du service*, n'obtiendrait qu'une pension représentant les 20/60 de 5,400 francs ou 1,800 francs, moins de la moitié de ce qui est accordé au magistrat.

b) Si, au lieu de 20 années, nous supposons seulement 10 années de service, ce qui réduirait le traitement moyen à 4,800 francs, le magistrat mis à la retraite obtiendrait une pension de $(1/6 + 9/35 \text{ de } 4,800 \text{ francs})$ 2.034 francs, et un greffier, dans les mêmes conditions, une pension de 800 francs seulement, soit un peu plus du tiers de ce qui est alloué au magistrat.

Il convient de rappeler ici que, pour pouvoir être admis à la pension par suite d'infirmités, le greffier doit avoir au moins 10 années de service, tandis qu'il suffit de 5 années pour les magistrats.

ANNEXE II.

Lors de la discussion, au Sénat, du projet de loi sur la mise à la retraite des magistrats, M. le baron d'Anethan s'est exprimé ainsi : « Messieurs, on » assimile à la magistrature assise les membres du parquet, qui sont pourtant » amovibles. Je demande pour quel motif on n'a rien fait pour les greffiers, » qui ont également des fonctions importantes. Je ne comprends pas *pour-* » *quoi on les a exclus du bénéfice de la loi.* Les membres des parquets, bien » qu'ils ne soient pas inamovibles, sont assimilés aux membres des cours » pour la pension ; c'est une faveur ; si l'on est généreux, pourquoi l'être à » *deux et ne pas étendre aux greffiers les avantages de la disposition ? »*

A cette motion, M. Bara, Ministre de la Justice, a répondu : « La disposition a été introduite pour les membres du parquet parce que, sans cela, ceux-ci auraient abandonné la magistrature debout pour se faire nommer dans la magistrature assise. »

» Il est d'ailleurs très difficile de trouver de bons procureurs généraux et de bons procureurs du Roi. Il n'en est pas de même des greffiers. Voilà pourquoi on a fait cette exception en faveur des membres du parquet. » (*Ann. Parlem. Sénat. Séance du 25 mai 1867, p. 514.*)

Nous ne pouvons considérer cette réponse comme justifiant l'inégalité de traitement dont se plaignent les greffiers.

En 1881, lors de la discussion du Budget de la Justice, M. Cornesse est revenu sur la question soulevée par M. d'Anethan en 1867, et il l'a fait en des termes et en invoquant des motifs qui méritent de fixer l'attention. Voici ses paroles :

« Je suis amené à dire un mot au sujet des greffiers. Je n'ai jamais compris pourquoi, lorsqu'on a fait la loi sur l'éméritat, alors qu'on accordait cet avantage aux membres du parquet, on n'a pas étendu la faveur aux greffiers. Le traitement des greffiers, en effet, est fixé proportionnellement à celui des membres de la magistrature ; ils siègent ensemble dans le même collège ; tant que les uns et les autres exercent leurs fonctions, la proportion est parfaitement maintenue ; mais quand sonne l'heure de la retraite, cet équilibre qui a existé pendant toute la carrière commune est rompu ; l'égalité disparaît ; les magistrats et les membres du parquet obtiennent l'éméritat, l'intégralité de leurs traitements et... les moins rétribués, ceux qui ont été réduits à la portion congrue, ceux-là ne touchent qu'une modeste pension. L'équilibre qui existait entre ces derniers et leurs compagnons de travail se trouve totalement rompu, au moment où ils auraient le plus besoin de voir maintenir leur position, parce qu'ils sont plus âgés. Je trouve qu'il y a là une inégalité peu équitable, et je demande à M. le Ministre s'il ne serait pas juste de la faire disparaître. » (*Ann. Parlem., année 1880-1881, p. 540.*)

Ces observations si justes et si logiques sont restées sans réponse aucune de la part du Gouvernement, et ce silence ne manque pas de signification.

ANNEXE III.

En matière civile.

Les articles 244 et 245 du Code de procédure civile commencent contre le greffier la peine d'interdiction, la condamnation à des dommages-intérêts et une amende qui ne pourra être moindre de cent francs pour l'inobservation des dispositions légales qui régissent le faux incident civil.

*
* *

L'article 63 de la loi du 16 décembre 1851 (privileges et hypothèques) rend personnellement responsables les greffiers qui ne tiennent pas réguliè-

rement et n'envoient pas au parquet l'état des tutelles. Il commine, en outre, indépendamment de l'application éventuelle de peines disciplinaires, une amende civile de 100 francs, qui peut être doublée, en cas de récidive.

Nous citons aussi la responsabilité qui découle de l'article 3, in fine, de la loi du 16 décembre 1851.

*
* *

Aux termes de l'article 1031 du Code de procédure civile, les actes nuls ou frustratoires restent à charge du greffier qui les a faits. Il est, en outre, passible de dommages-intérêts envers la partie, et peut être suspendu de ses fonctions. L'enquête civile nulle par la faute du greffier peut être recommencée à ses frais.

En matière répressive.

L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt est punie d'une amende de 50 francs, au moins, contre le greffier. (Art. 112, C. I. C.)

*
* *

Les articles 195 et 369 du Code d'instruction criminelle punissent l'omission d'insérer le texte de la loi, dont il est fait application, d'une amende de 50 francs en matière correctionnelle, et d'une amende de 100 francs en matière criminelle.

*
* *

Le défaut de procès-verbal d'audience, en matière criminelle, est puni de 500 francs d'amende contre le greffier, et la Cour de cassation peut, en vertu de l'article 445 du Code d'instruction criminelle, ordonner que les frais de la procédure à recommencer seront à sa charge.

*
* *

L'article 448 du Code d'instruction criminelle prononce contre le greffier qui aura omis de remplir une des formalités y prescrites, une amende de 50 francs. L'article 423 du même code édicte une amende de 100 francs pour l'absence d'inventaire des pièces dans toute procédure soumise à la Cour de cassation.

*
* *

Les articles 164 et 165 de la loi sur l'organisation judiciaire portent une amende de 100 francs contre le greffier qui ne fait pas signer, dans les vingt-quatre heures, les jugements et arrêts par les juges qui les ont rendus.

En toutes matières.

Les articles 59 du décret du 6 juillet 1848 et 27 du décret du 18 août 1840 ont soumis les greffiers à une responsabilité exorbitante du droit général. Aux termes de ces dispositions, les greffiers en chef des cours et

tribunaux sont responsables solidairement de toutes amendes, restitutions, dépens, dommages-intérêts résultant des contraventions, délits ou crimes dont leurs commis se rendraient coupables dans l'exercice de leurs fonctions, sauf leur recours contre l'auteur du fait.

C'est une dérogation au principe que la responsabilité civile ne s'étend pas à l'amende (P. B. v° greffier, n° 220).

*
* * *

L'article 162 de la loi sur l'organisation judiciaire déclare les greffiers responsables des pièces de conviction remises à leur garde; en outre, il les rend responsables, à l'égard des parties, des pièces produites. Du reste, en général, en leur qualité de dépositaires publics, ils répondent de la perte et de l'altération des pièces et registres du greffe. Cette responsabilité est lourde, car la communication est obligatoire à l'égard des magistrats et de l'administration de l'enregistrement.

En outre, en fait, les avocats et les avoués ont le maniement des minutes dans les greffes importants, car la surveillance exigerait une armée d'employés (MULLER. *De la situation des greffiers*, pp. 51 et suiv. — *Belg. Jud.* 1879, p. 753).

*
* * *

La violation des lois sur le système métrique engage la responsabilité des greffiers, qui peuvent être poursuivis s'ils ne se conforment pas à ces lois.

*
* * *

L'article 17 de l'arrêté royal du 30 mars 1893, reproduisant l'article 17 de l'arrêté royal du 30 novembre 1889, punit, conformément à l'article premier de la loi du 6 mars 1818, les infractions aux dispositions de cet arrêté qui ne sont pas spécialement frappées de peines particulières.

Peines répressives.

Les articles 241, 242, 244 du Code pénal punissent : 1° la destruction et la suppression, commises méchamment ou frauduleusement, par le fonctionnaire dépositaire, des pièces déposées dans les greffes ou communiquées, à raison de la charge ; 2° la négligence, à la suite de laquelle il y a eu soustraction ou destruction de ces pièces.

*
* * *

Quant au détournement d'objets mobiliers mis entre les mains des greffiers, de leurs commis ou employés, soit en vertu, soit en raison de leur charge, il est prévu par l'article 240 du Code pénal.

Il est à remarquer que la doctrine et la jurisprudence admettent que l'article 240 du Code pénal s'applique même au détournement d'objets dont le fonctionnaire n'avait pas le droit d'exiger la remise en ses mains, mais qui lui ont été confiés en considération de la confiance que sa qualité doit inspirer, à l'occasion de la charge qu'il occupe.

ANNEXE IV.

L'éméritat est accordé :

1° Aux ministres des cultes mis à la retraite à l'âge de 65 ans, après trente années de service. La pension de l'éméritat ne comprend naturellement que le traitement payé par l'État, et non le casuel. (Loi du 21 juillet 1844, art. 22, et loi du 24 avril 1890, art. 5);

2° Aux professeurs et autres membres du personnel enseignant dans les universités de l'État, dans les écoles spéciales y annexées, à l'École de médecine vétérinaire, à l'institut agricole de Gembloux, aux professeurs civils à l'école militaire et à l'école de guerre, aux administrateurs-inspecteurs des universités de l'État, aux directeurs des écoles mentionnées ci-dessus, etc. (Arrêté-loi du 25 juillet 1846, loi du 23 septembre 1855, loi du 21 juillet 1844, art. 15, 18 et 19, et loi du 30 juillet 1879.)

D'après cette dernière loi, les fonctionnaires y désignés peuvent réclamer l'éméritat après 50 années de services académiques, quel que soit leur âge, ou bien *après 10 années de service*, s'ils ont atteint l'âge de 70 ans.

ANNEXE V.

Les pensions des instituteurs communaux et des instituteurs des écoles adoptées sont liquidées non pas à raison de $\frac{1}{55}$ du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années, et les diplômes, y compris le diplôme d'instituteur communal, sont comptés pour 2 ou pour 4 années de service (loi du 16 mai 1876, art. 7 et 10, et loi du 24 août 1901).

Dans les nombreuses catégories de fonctionnaires dont la situation, au point de vue de la pension, a été considérablement améliorée depuis 1844 (ministres des cultes : loi du 24 avril 1890, réduisant à 30 le nombre d'années de service requis pour l'obtention de l'éméritat, précédemment de 40; membres du personnel de l'enseignement supérieur : loi du 30 juillet 1879, réduisant à 10 le nombre d'années de services académiques requis pour l'obtention de l'éméritat, précédemment de 25, et majorant les bases de la pension des professeurs mis à la retraite à la suite d'infirmités, $\frac{1}{35}$ au lieu de $\frac{1}{55}$), il y a encore lieu de comprendre les officiers de l'armée, qui ont vu augmenter notablement le taux de leur pension par les lois des 14 mars 1880, 23 mai 1888 et 24 août 1901; le personnel de l'enseignement de l'État, dont le tantième attribué aux années de service est actuellement de $\frac{1}{55}$, et sans compter que, aux termes mêmes de la loi du 21 juillet 1844 (art. 8), ce tantième est de $\frac{1}{50}$ pour les services rendus par une non moins nombreuse catégorie d'autres fonctionnaires et employés, ceux des douanes et accises, des eaux et forêts, de la marine, du service roulant du chemin de fer, du service ambulancier des postes, des commis des contributions indirectes, des ingénieurs des mines et des polders, et, en général, de tous les fonctionnaires et employés qui, par la nature de leurs fonctions,

sont exposés aux intempéries des saisons, à des fatigues, à des luttes ou à des dangers.

Ces derniers fonctionnaires et employés peuvent être pensionnés à 55 ans et après 20 ans de service actif dans un de ces emplois.

De sorte que les greffiers, qui seront bientôt les seuls à être régis par les dispositions « défavorables » de la loi de 1844, sont encore les moins avantageés d'entre ceux pour lesquels il n'a pas été spécialement dérogé à cette loi, au point de vue des bases et du tantième du revenu moyen.

ANNEXE VI.

« La section centrale a été saisie d'une demande de l'Association des
» greffiers adjoints des tribunaux de première instance du royaume, qui
» exprime le vœu de voir allouer aux greffiers des cours et tribunaux le
» bénéfice des dispositions des articles 9 et suivants de la loi du 25 juillet
» 1867, concernant les pensions.

» La loi du 25 juillet 1867, après avoir, en son article premier, édicté, au
» point de vue de l'âge de la mise à la retraite d'office, une règle commune
» aux magistrats et aux greffiers, organise, dans les articles 9 et suivants,
» des dispositions pour les bases et le taux de la pension des *seuls*
» magistrats.

» Les greffiers se voient donc appliquer les rigueurs de la loi de 1867,
» sans jouir des privilèges octroyés par cette loi.

» Il y a plus : il résulte de la combinaison des dispositions de la loi générale du 21 juillet 1844 et de l'article 1 de la loi du 25 juillet 1867 que les
» greffiers sont mis à la retraite, à l'âge fixé par la loi, sans avoir un droit
» *absolu* à la pension, puisque la loi de 1844 ne leur donne ce droit que si,
» par suite d'accidents en service, ils sont hors d'état de continuer leurs
» fonctions, à moins qu'ils n'aient trente années de service.

» Et cependant ils participent avec les magistrats à la même caisse des
» veuves et orphelins, et cela dans une proportion peut-être supérieure,
» puisque la modicité de leur traitement ne permet pas de leur appliquer
» la disposition qui exonère de toute retenue une partie des gros traitements
» en portant à 500 francs le maximum de la contribution à cette caisse.

» La demande paraît donc justifiée, et la section centrale insiste avec eux,
» pour que le législateur de 1908 répare ce qui a pu être un oubli dans la loi
» de 1867. »

ANNEXE VII.

I. — *Nombre de greffiers en fonctions.*

Le nombre des greffiers et greffiers-adjoints en fonctions en Belgique est de 442, savoir :

Cour de cassation et cours d'appel	30
Tribunaux de 1 ^{re} instance	157
Tribunaux de commerce	21
Cour militaire et conseils de guerre	12
Justices de paix	222
Total	442

On remarque que plus de la moitié des greffiers sont des greffiers de justice de paix. Ce point mérite d'être noté, parce que ce sont les greffiers des justices de paix qui jouissent des plus petits traitements et, par suite, des pensions les plus modestes.

Voilà un premier fait. En voici un second, qui a plus d'importance au point de vue de la question soulevée :

II. — *Nombre des greffiers pensionnés. Montant de leurs pensions.*

A. Du 1^{er} janvier 1892 au 31 décembre 1906 (15 années pleines), le nombre total des greffiers admis à la pension, à raison de l'âge ou par suite d'infirmités, a été de 99, soit un peu plus de 6 pensionnés, exactement 6.6, par année, ou 11 1/2 p. c. seulement.

Parmi les 99 greffiers pensionnés, 62, ou près des 2/3, étaient des greffiers de justices de paix.

Il n'y a donc, en moyenne, que 6 ou 7 greffiers à la pension par année; 3 par suite de la limite d'âge et 3.6 à raison d'infirmités.

B. Le montant total des pensions accordées aux 99 greffiers qui ont cessé leurs fonctions de 1892 à 1906 s'est élevé, en moyenne, à 15,089 francs par année.

III. — *Durée des pensions.*

D'après les statistiques dressées par le Département de la Justice à propos de la situation de la Caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire, la durée moyenne de vie des affiliés à la Caisse, après la mise à la retraite, a été, pour la période de 1873 à 1892 (20 années), de six ans et trois mois seulement. (Rapport de M. Moreau, directeur général, du 20 novembre 1893).

La durée moyenne est à peu près la même pour les greffiers admis à la pension de 1892 à 1906 inclus. En effet, sur 99 greffiers pensionnés pendant cette période, 64 étaient décédés, et il n'en restait que 35 au 31 décembre 1907. La jouissance des pensions est donc de courte durée.

PROPOSITION DE LOI

modifiant les dispositions légales en vigueur concernant les pensions des greffiers et greffiers adjoints des Cours et Tribunaux du Royaume.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 9, 10 et 11 de la loi du 25 juillet 1867 sont rendues applicables aux greffiers en chef, greffiers et greffiers adjoints de la Cour de cassation, des Cours d'appel, de la Cour militaire, des Tribunaux de première instance et de commerce, des conseils de guerre et des justices de paix.

ART. 2.

Entreront seules en ligne de compte pour l'application du bénéfice énoncé à l'article précédent, les années d'exercice effectif des fonctions de greffier en chef, greffier ou greffier adjoint.

Les années de service admissibles, d'après la loi du 21 juillet 1844, mais étrangères à ces fonctions, seront comptées d'après les bases fixées par les lois actuellement en vigueur

ART. 3.

Aucune pension ne pourra être supérieure au traitement qui aura servi de base à la liquidation.

ART. 4.

Les lois des 21 juillet 1844, 27 juillet 1849 et 10 janvier 1886 sur les pensions restent applicables aux greffiers

WETSVOORSTEL

houdende wijziging van de van kracht zijnde wetsbepalingen betreffende de pensioenen der griffiers en adjunct-griffiers bij de Hoven en Rechtbanken des Rijks.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen vervat in de artikelen 9, 10 en 11 der wet van 25 Juli 1867 worden van toepassing gemaakt op de hoofdgriffiers, de griffiers en de adjunct-griffiers bij het Hof van Cassatie, de Hoven van beroep, het Militaire Gerechtshof, de Rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, de krijgswraden en de vrederechten.

ART. 2.

Voor de toepassing van de in het vorig artikel bedoelde gunst, komen alleen in aanmerking de jaren werkelijken dienst in het ambt van hoofdgriffier, van griffier of van adjunct-griffier.

De volgens de wet van 21 Juli 1844 aanneembare dienstjaren, doch vreemd aan die ambten, worden gerekend naar de grondslagen, bij de thans van kracht zijnde wetten vastgesteld.

ART. 3.

Geen pensioen mag hooger gaan dan de jaarwedde die tot grondslag heeft gediend aan de berekening daarvan.

ART. 4.

De wetten van 21 Juli 1844, 27 Juli 1849 en 10 Januari 1886 op de pensioenen blijven van toepassing op de

en chef, greffiers et greffiers adjoints qui ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour pouvoir invoquer le bénéfice de l'article 1^{er} susénoncé.

ART. 5.

Sont abrogées les dispositions des lois des 21 juillet 1844, 27 juillet 1849 et 10 janvier 1886 qui seraient contraires à celles qui précèdent.

ART. 6.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1909.

hoofdgriffiers, de griffiers en de adjunct-griffiers die niet voldoen aan de voorwaarden vereischt om de weldaad van bovenstaand artikel 1 te kunnen inroepen.

ART. 5.

De bepalingen der wetten van 21 Juli 1844, 27 Juli 1849 en 10 Januari 1886, die strijdig mochten zijn met de voorgaande bepalingen, worden ingetrokken.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking te rekenen van 1 Januari 1909.

A. BOREBOUX,
J. DESTRIÉE,
L. DU BUS DE WARNATTE,
CH. VAN MARCKE,
Maurice LEMONNIER,
WAUWERMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JULI 1909.

Wetsvoorstel houdende wijziging van de van kracht zijnde wetsbepalingen betreffende de pensioenen der griffiers en adjunct-griffiers bij de Hoven en Rechtbanken des Rijks.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het op pensioen stellen van de griffiers bij de hoven en rechtbanken wordt thans geregeld door de wet van 21 Juli 1844 (gewijzigd door die van 27 Juli 1849 en 10 Januari 1886) en door die van 25 Juli 1867.

* * *

De eerste van die wetten bepaalt de vereischten om toegelaten te worden tot het pensioen en bepaalt de grondslagen der berekening.

A. — *Vereischten* : 1° De griffiers kunnen tot het pensioen worden toegelaten op den leeftijd van 65 jaar en na dertig jaren dienst (art. 12). Worden zij, *ten gevolge van ziekelijkheid*, bevonden niet meer in staat te zijn hun ambt te vervullen, dan kunnen zij, welke ook hun leeftijd zij, worden toegelaten tot het pensioen, indien zij ten minste tien jaren dienst tellen (art. 3. Zie ook art. 4 en 5).

B. — *Grondslagen der berekening*. — Artikel 8 : « De pensioenen worden » voor elk dienstjaar berekend tegen 1/60 van de gemiddelde jaarwedde die » de belanghebbende genoot gedurende de laatste vijf jaren. »

Na dertig jaren dienst trekt een griffier dus een pensioen van 30/60 of de helft van zijne vijfjarige wedde. Geen pensioen kan 3/4 van de jaarwedde noch eene som van 7,500 frank overschrijden (art. 13 der wet van 21 Juli 1844, gewijzigd bij art. 1 der wet van 10 Januari 1886).

* * *

De tweede wet, die van 25 Juli 1867, bepaalt den leeftijd waarop het pensioen ambtshalve wordt opgelegd; artikel 1 zegt : « De leden van hoven en

» rechtbanken worden op pensioen gesteld op den leeftijd van 70, 72 of 75 jaar, naar gelang van de rechtsmacht. »

Trouwens, de griffiers zijn leden van de hoven en rechtbanken waarbij zij werkzaam zijn; zij behooren tot de rechterlijke orde en dragen bij tot het rechtsbeheer (*Pandectes belges*, v^o greffier, n^o 8. Wet op de rechterlijke inrichting, art. 180). Hunne jaarwedde wordt bepaald in verhouding met die der magistraten, en de geregelde verhoogingen van wedde zijn voor de eenen en de anderen dezelfde (Wetten van 28 Juni 1869-21 Juli 1899 en 5 December 1903).

Tot 1867 bestond dezelfde verhouding insgelijks voor de pensioenen; voor de griffiers evenals voor de magistraten werden zij volstrekt naar dezelfde grondslagen berekend (Besluit-wet van 14 September 1814, wet van 21 Juli 1844). Het evenwicht dat bestond tijdens de gansche gemeene loopbaan duurde dus voort na de toelating tot het pensioen.

De wet van 25 Juli 1867 wijzigde dien toestand. Deze wet bepaalt dat de leden van hoven en rechtbanken, met inbegrip van de griffiers, *verplicht* zijn hun ontslag te nemen op den leeftijd van 70, 72 of 75 jaar, naar gelang van de rechtsmacht, doch zij nam ten voordeele van de magistraten, maar van dezen alleen, de volgende milde schikkingen :

Een magistraat, op pensioen gesteld uit hoofde van leeftijd en tellende dertig jaren dienst, waarvan ten minste vijftien in de magistratuur, heeft recht op het emeritaat; dit wil zeggen op een pensioen gelijk staande met de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren. Telt hij niet dertig jaren dienst, dan wordt zijn pensioen verminderd met $\frac{1}{30}$ voor elk jaar minder dan dit getal (art. 9). Staakt de magistraat zijn ambt wegens ziekte, vóór den leeftijd vereischt om het emeritaat te genieten, dan kan hij tot het pensioen worden toegelaten, welke ook zijn leeftijd zij, na vijf jaren dienst. In dat geval wordt zijn pensioen berekend tegen $\frac{1}{6}$ van het gemiddeld bedrag zijner jaarwedde gedurende de laatste vijf jaren, en daarboven tegen $\frac{1}{35}$ van die jaarwedde voor elk jaar dienst in de magistratuur, boven vijf jaren (art. 10).

In de laatste twee gevallen worden vier jaren werkelijken dienst in de magistratuur toegerekend aan de magistraten, doctors in de rechten, die niet het vereischt getal dienstjaren bereiken om het bij de wet bepaald maximum van het pensioen te verkrijgen (art. 11).

Uit deze bepaling volgt, dat voor de magistraten die den pensioensleeftijd bereiken, zes en twintig dienstjaren, waaronder elf in de magistratuur, volstaan om het emeritaat te genieten.

*
* * *

Geen van de hier opgesomde gunsten werden verstrekt aan de griffiers bij de hoven en rechtbanken. Vergelijkt men de bepalingen der wet van 1867 met die van 1844, dan ziet men dadelijk welk aanzienlijk verschil er, in zake van pensioen, bestaat tusschen den toestand der magistraten en dien der griffiers.

Zooals wij zegden, verwerft de magistraat na zes en twintig jaren dienst

een pensioen gelijkstaande met de volle jaarwedde, terwijl een griffier, na dertig jaren dienst, slechts recht heeft op een pensioen dat neerkomt op de helft van zijne laatste vijfjarige wedde. Om wegens ziekelijkheid te worden toegelaten tot het pensioen, moet de griffier ten minste tien jaren dienst tellen, terwijl vijf jaren volstaan voor de magistraten. Het diploma van doctor in de rechten, dat den magistraten geldt voor vier dienstjaren, is van geener waarde voor het pensioen der griffiers.

Thans zijn er in België meer dan zestig griffiers, adjunct-griffiers of commiezen-griffiers *doctors in de rechten*, die dezelfde voorafgaande studiën deden als de magistraten. Eenige voorbeelden zullen dit verschil nog sprekender maken. (Zie Bijlage I.)

* * *

De wet van 25 Juli 1867 nam dus de verhouding weg, die bestond tusschen de pensioenen der griffiers en dit der magistraten; sedertdien, en als gevolg van die wet, verkeerden de griffiers, in zake van pensioen, in een ondergeschikten toestand, en al ontkennen wij niet het verschil tusschen den aard van het ambt van magistraat en dat van griffier, de groote achtting, verbonden aan de zending van den rechter, toch achten we dat verschil niet gewettigd.

Wat meer zegt, daar de griffiers op pensioen worden gesteld op den leeftijd van 70, 72 of 75 jaar (art. 1 der wet van 25 Juli 1867), en anderdeels « *eerst na 30 jaren dienst* » op pensioen kunnen worden gesteld (wet van 1844), volgt daaruit dat diegene onder deze ambtenaren die bovengeraelden leeftijd bereiken zonder 30 jaren dienst, *verstoken blijven van het recht op pensioen* en overgelaten aan de willekeur der Regeering.

In zulken ongelijken toestand verkeerden, voor het pensioen, de griffiers der hoven en rechtbanken.

* * *

't Ware te begrijpen dat de griffiers werden uitgesloten van het emeritaat, ware deze gunst enkel verleend als vergoeding voor de inbreuk, gemaakt op het grondwettelijk beginsel van *onafzetbaarheid des rechters*; doch van 't oogenblik af dat dit niet meer zoo was, dat het emeritaat werd uitgestrekt tot de leden van het parket, afzetbare magistraten, kunnen geene grondwettelijke redenen worden ingeroepen om de uitsluiting der griffiers te billijken.

Twée gewezen ministers van Justitie, baron d'Anethan en de heer Cornesse, deden in 1867 en in 1881 ter Kamer uitschijnen « *hoe weinig billijk* » de daareven blootgelegde ongelijkheid is. Ook verzochten zij de Regeering ze te doen ophouden, door de toepassing van de artikelen 9, 10 en 11 der wet van 25 Juli 1867 uit te strekken tot de griffiers (zie Bijlage II).

* * *

De lasten en afhoudingen die op de jaarwedden drukken, zijn gelijk voor de griffiers en voor de magistraten, aangesloten bij een zelfde « fonds voor

weduwen en weezen ». Hetzelfde geldt voor de gedwongen op pensioen stelling. Griffiers en magistraten worden aangesteld door den Koning en ingeschreven op de ranglijst ; bij openbare plechtigheden staan ze naast de magistraten, als behorende tot het korps.

Hunne zedelijke, wettelijke en ambtelijke plichten zijn nagenoeg dezelfde, en de gevallen van onbekwaamheid evenals die van onvereenigbaarheid zijn dezelfde voor magistraten als voor griffiers. De griffiers hebben recht op dezelfde reiskosten als de magistraten.

*
* *

De ongelijkheid waarop wij daareven hebben gewezen, heerscht misschien enkel in België. In Duitschland, in Nederland en in Frankrijk bestaan dezelfde wetsbepalingen in zake van pensioen voor de griffiers en voor de magistraten ; de berekening van het pensioen is dezelfde voor de eenen als voor de anderen. (Voor Duitschland, zie de wetten van 27 Maart 1872, 31 Maart 1882 en 13 Juni 1907, art. 1, 7, 8. Voor Nederland, zie de wet van 9 Mei 1890, *Staatsbl.* n^r 78, en wetten van 12 Mei 1902 en 8 Juni 1908, *Staatsbl.* n^r 182.)

De rechtspraak in Frankrijk, ter verklaring van de wetten desbetreffende, beslist dat de griffiersklerken der rechtbanken (in België de adjunct-griffiers) moeten beschouwd worden als magistraten, in den zin der wetsbepalingen, betreffende het pensioen der leden van den rechterlijken stand. (Zie arrest van den Raad van State op 22 Juli 1908, en reeds vernoemde bronnen. *Pasicrisie belge*, rechtspraak in den vreemde, jaar 1908, bladz. 172.)

*
* *

Terwijl geen verantwoordelijkheid hoegenaamd op den magistraat drukt, draagt de griffier eene zeer zware verantwoordelijkheid. Nagenoeg ontelbaar zijn de gevallen dat de griffiers boeten oploopen wegens feiten, vertraging of verzuim in hunne ambtsbezigheden.

Zij kunnen veroordeeld worden tot schadevergoedingen, tuchtstraffen of lijfstraffen, volgens de gevallen. De beteugeling klimt op van eenvoudige onachtzaamheid tot misdrijf, en zelfs tot misdaad.

Bepalen wij ons er bij een overzicht te geven van de straffen en verantwoordelijkheden door den griffier opgelopen, niet alleen tegenover de gekrenkte private burgers maar ook tegenover den Staat zelf. (Zie Bijlage III.) En voegen wij daarbij dat de verantwoordelijkheid der griffiers niet kan op zij geschoven worden, wegens eene dwaling in rechten door hen begaan. Ze zijn verantwoordelijk daardoor zelf dat zij de rechten niet kennen, want om hunne ambtsbezigheden zelf, zijn zij voornamelijk verplicht de rechten te kennen. (LAURENT, *Princ.*, deel XX, n^{rs} 485 en volgende.)

Wij willen enkel vluchtig wijzen op de verantwoordelijkheid voortvloeiende uit eene of andere ongeldigheid begaan in de akten of in de rechtspleging en die onder toepassing valt van artikel 1031 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, of beter — vermits de griffiers geene officieele ambtenaars zijn — van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek. Daarom ook

zullen wij niets zeggen van de bijzonderste verantwoordelijkheid, die voor de griffiers voortvloeit uit hunne hoedanigheid van bewaarders van openbare stukken : van de oorspronkelijke vonnissen en arresten en van de akten ter griffie opgemaakt of ontvangen ; uit het verliezen of schenden van de stukken en registers der griffie, enz.

't Is genoeg dat men weet dat er een aantal wetten bestaan waarvan de niet inachtneming, ook in het geringste, de griffiers telkens blootstelt aan aansprakelijkheid die hun duur kan komen te staan.

Het ware overigens verkeerd te denken dat alleen voor de magistraten het emeritaat bestaat ; het emeritaat bestond reeds lang vóór de wet van 23 Juli 1867, en het werd sedert meermalen uitgebreid. (Zie Bijlage III.)

* * *

In opzicht van het pensioen worden de griffiers zelfs *minder gunstig* behandeld dan het meerendeel der andere ambtenaars en bedienden van den Staat. (Zie Bijlage V.)

Die onloochenbare ondergeschiktheid is recht noch redelijk.

Daarom ook heeft de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van 't Ministerie van Justitie voor 1908, onder voorzitterschap van den heer Nerinx en samengesteld uit de heeren Van der Linden, Rosseeuw, Masson, De Lantsheere, Van Marck en Versteyleen, als gevolg op eene aanvraag van den Bond der adjunct-griffiers van de rechtbanken van eersten aanleg van België, den wensch geuit, tot de griffiers der hoven en rechtbanken de toepassing uit te breiden van de bepalingen van artikel 9 en volgende der wet van 23 Juli 1867. (Zie Bijlage VI.)

* * *

Er blijft ons nog eene laatste zijde van het vraagstuk te onderzoeken : den last die voor de Schatkist zou voortvloeien uit de uitbreiding van de toepassing der bepalingen van de wet van 23 Juli 1867 ten bate van de griffiers der hoven en rechtbanken. Verklaren wij maar onmiddellijk dat, al moest er noodzakelijk een last uit voortspruiten, die last betrekkelijk gering zou wezen. De feiten welke wij aanduiden (Bijlage VII) — bepaalde en zekere feiten — laten toe er over te oordeelen.

Zij bewijzen dat er maar 6 of 7 (juist 6.6) griffiers per jaar op pensioen worden gesteld, en de pensioenen aan griffiers verleend van 1892 tot 1906 bedragen te zamen slechts gemiddeld 15,089 frank per jaar.

Daarenboven is het genot van de pensioenen kort van duur.

Die feiten laten toe te besluiten dat de uitbreiding van de toepassing der artikelen 9, 10 en 11 der wet van 23 Juli 1867 maar een betrekkelijk kleinen last zou verwekken voor de Schatkist.

Ongetwijfeld zou het getal der door het voorstel begunstigden jaarlijks toenemen, doch enkel gedurende 6 of 7 jaar. Na die jaren zou de toestand wederom normaal worden, en de last zou niet meer toenemen, omdat het vervallen van de pensioenen, ten gevolge van overlijden, zou opwegen tegen

het verleen van nieuwe pensioenen of het aanstellen van nieuwe griffiers.

*
* *

Uit bovenstaande verloop meenen wij te mogen besluiten dat het verzoek van de griffiers om de toepassing der artikelen 9, 10 en 11 der wet van 25 Juli 1867 deelachtig te worden, ten overvloede en in alle opzichten gewettigd is.

Dit verzoek, Mijne Heeren, deed ons het wetsvoorstel opmaken dat wij de eer hebben u te onderwerpen.

Wij durven hopen dat de Kamer eenparig het voorstel zal bijtreden en niet langer zal willen eene hervorming uitstellen door de belanghebbenden met ongeduld verwacht.

A. BORBOUX.

BIJLAGE I.

A. — *Op pensioen stelling wegens ouderdom.*

Een magistraat ambtelijk op pensioen gesteld, die 30 en zelfs maar 26 jaar dienst heeft, waarvan 15 bij de magistratuur, heeft recht op een pensioen gelijkstaande met het gemiddeld bedrag van de jaarwedde der laatste vijf jaren.

Een griffier integendeel, na 50 jaren dienst, bekomt slechts een pensioen gelijkstaande met de 30/60 of de helft der zelfde gemiddelde jaarwedde; om tot een pensioen te geraken van de 2/3 dier jaarwedde, moeten de griffiers, zelfs de doctors in de rechten, 40 jaar dienst hebben.

B. — *Op pensioen stelling wegens ziekelijkheid.*

A. Een rechter bij eene rechtbank van 2^e klas, bij voorbeeld, neemt zijn ontslag wegens ziekelijkheid na 20 jaar dienst in de magistratuur. Die magistraat die gedurende de laatste vijf jaren gemiddeld 5,400 frank jaarwedde genoot, krijgt een pensioen van $(\frac{1}{6} + \frac{19}{35}$ van 5,400) 3,831 frank.

Een griffier, zelfs doctor in de rechten, volstrekt onder dezelfde omstandigheden verkeerende *en voor de gemiddelde wedde en voor de jaren dienst*, zou maar een pensioen bekomen gelijkstaande met de 20/60 van 5,400 frank of 1,800 frank, dus minder dan de helft van hetgeen verleend wordt aan den rechter.

B. — Indien wij, in stede van 20 jaar enkel 10 jaar dienst onderstellen, wat de gemiddelde jaarwedde op 4,800 frank zou verminderen, zou de op pensioen gestelde magistraat een pensioen bekomen van $(\frac{1}{6} + \frac{9}{35}$ van 4,800 frank), dus 2,034 frank, en een greffier, onder dezelfde omstandigheden, slechts een pensioen van 800 frank, dus iets meer dan het derde van 't pensioen van den magistraat.

Hier dient te worden herinnerd dat, om op pensioen te kunnen gesteld worden wegens ziekelijkheid, de griffier ten minste 10 jaar dienst moet hebben, terwijl 5 jaar voldoende is voor de magistraten.

BIJLAGE II.

Tijdens de behandeling, in den Senaat, van het wetsontwerp betreffende het op pensioen stellen van de magistraten, sprak baron d'Anethan in dezer voege : « Mijne heeren, men stelt met de rechters gelijk de leden van het parket, die nochtans kunnen verplaatst worden. Ik vraag waarom men niets deed voor de griffiers, die insgelijks gewichtige ambtsbezigheden hebben. Ik begrijp niet *waarom men ze buiten de toepassing der wet heeft gesloten*. De leden der parketten, alhoewel ze kunnen verplaatst worden, worden gelijkgesteld met de leden der hoven voor het pensioen ; 't is eene gunst. Als men edelmoedig is, waarom is men het dan half *en waarom breidt men de toepassing der bepaling niet uit tot de griffiers?* »

Op deze motie antwoordde de heer Bara, Minister van Justitie : « De » bepaling werd ingevoerd door de leden van het parket ; zooniet, zouden » deze de staande magistratuur verlaten hebben, om rechter te worden.

» Het is overigens zeer moeilijk goede procureurs-generaal en procureurs » des Konings te vinden. Dit is niet het geval met de griffiers. Daarom » maakte men deze uitzondering voor de leden van het parket. » (*Handelingen. Senaat, zitting van 23 Mei 1867, bl. 514.*)

Wij kunnen dit antwoord niet aanzien als eene rechtvaardiging van de ongelijkheid waarover de griffiers klagen.

In 1881, tijdens de beraadslaging over de Begrooting van Justitie, kwam de heer Cornesse terug op de kwestie opgeworpen door den heer d'Anethan in 1867, en hij deed dit in bewoordingen, en met redenen die de aandacht waardig zijn. Hij zegde :

« Ik verlang een woord te zeggen over de griffiers. Nooit heb ik kunnen » begrijpen waarom, wanneer men de wet op het emeritaat maakte, en » men deze gunst verleende aan de leden van het parket, men dit ook niet » uitbreidde tot de griffiers. De jaarwedde der griffiers is inderdaad bepaald » naar verhouding van die der leden van de magistratuur ; zij hebben » samen zitting in hetzelfde college ; zoolang zij te zamen werken, blijft de » verhouding volkomen bestaan ; doch, eens dat de pensioentijd aangebroken » is, wordt het evenwicht, dat gedurende gansch hunne loopbaan bestond, » verbroken ; de gelijkheid verdwijnt : de magistraten en leden van het » parket genieten het emeritaat, hunne volle wedden en... de minst bezol- » digden, zij die juist genoeg hebben om te kunnen leven, ontvangen slechts » een gering pensioen. Het evenwicht dat tusschen deze laatsten en hunne » ambtgenooten bestond wordt gansch verbroken op het oogenblik waarop » zij het behoud van hun toestand het meest noodig hebben, omdat zij » ouder geworden zijn. Mijns dunkens, is deze ongelijkheid weinig billijk, en » ik vraag den heer Minister of het niet rechtvaardig zou zijn haar te doen » verdwijnen. » (*Handelingen, 1880-1881, bl. 540.*)

Deze zeer juiste en zeer logische opmerkingen bleven onbeantwoord van wege de Regeering, en dit stilzwijgen is niet zonder beteekenis.

BIJLAGE III.

In burgerlijke zaken.

Artikelen 244 en 245 van het Wetboek van rechtsvordering in burgerlijke zaken bedreigen den griffier met ontzetting, met veroordeeling tot schadevergoeding en met eene geldboete van niet minder dan 100 frank voor overtreding van de wetsbepalingen betreffende de vervalsching in burgerlijke zaken.

* *

Artikel 65 van de wet van 16 December 1851 (voorrechten en hypotheeken) maakt persoonlijk aansprakelijk de griffiers die niet regelmatig de staten der voogdij houden of aan de parketten overmaken. Het bedreigt hen bovendien, buiten de gebeurlijke toepassing van tuchtstraffen, met eene burgerlijke boete van 100 frank, die, in geval van herhaling, kan verdubbeld worden.

Wij halen ook aan de aansprakelijkheid die voortvloeit uit het slot van artikel 3 van de wet van 16 December 1851.

* *

Luidens artikel 1031 van het Wetboek van rechtsvordering in burgerlijke zaken, blijven de nietige of overbodige akten ten laste van den griffier die ze opstelde. Hem dreigt ook schadevergoeding ten bate van de partij, en hij kan in zijn ambt geschorst worden. Een getuigenverhoor in burgerlijke zaken, dat door de schuld van den griffier nietig zou zijn, kan op zijne kosten herbegonnen worden.

In strafzaken.

Het niet inacht nemen der voorgeschreven formaliteiten voor de bevelen tot verschijning, tot overlegging, tot opleiding en tot in hechtenis neming wordt gestraft met eene geldboete van ten minste 50 frank, ten laste van den griffier (art. 112 W. V).

* *

Artikelen 195 en 369 van het Wetboek van strafvordering straffen de weglating van den wetstekst die toegepast wordt, met eene boete van 50 frank in boetstraffelijke zaken, en 100 frank in lijfstraffelijke zaken.

Het nalaten van het opstellen van een proces-verbaal van de zitting, in lijfstraffelijke zaken, wordt gestraft met eene boete van 500 frank ten laste van den griffier, en het Hof van Cassatie kan krachtens artikel 415 van het Wetboek van Strafvordering bevelen, dat de kosten van de rechtspleging die herbegonnen moet worden te zijnen laste zullen zijn.

* *

Artikel 448 van het Wetboek van Strafvordering bedreigt den griffier, die nalaat eene der daarbij voorgeschreven pleegvormen te volbrengen, met eene boete van 50 frank. Artikel 423 van hetzelfde Wetboek bedreigt met

eene boete van 100 frank het gebrek aan inventaris van de stukken der gansche rechtspleging die aan het Hof van Cassatie onderworpen wordt.

* * *

Artikelen 164 en 165 van de wet op de rechterlijke inrichting bedreigen met eene boete van 100 frank den griffier die niet binnen 24 uren de vonnissen en arresten doet onderteekenen door de rechters die ze uitspreken.

In alle zaken.

Artikel 59 van het decreet van 6 Juli 1818 en artikel 27 van het decreet van 18 Augustus 1810 onderwerpen de griffiers aan eene aansprakelijkheid die de maat van het algemeen recht te buiten gaat. Luidens deze bepalingen, zijn de hoofdgriffiers der Hoven en Rechtbanken hoofdelijk aansprakelijk voor alle boeten, teruggaven, onkosten, schadevergoedingen, spruitende uit overtredingen, wanbedrijven of misdaden, die door hunne klerken zouden gepleegd worden in de uitoefening van hun ambt, behoudens verhaal tegen den dader.

Het is eene afwijking van het grondbeginsel, dat de burgerlijke verantwoordelijkheid zich niet uitstrekt tot de boete. (*P. B.*, v^o greffier, n^o 220.)

* * *

Artikel 162 van de wet op de rechterlijke inrichting maakt de griffiers aansprakelijk voor de bewijsstukken die zij te bewaren krijgen, en ook jegens de partijen voor de overgelegde stukken. Overigens, over 't algemeen, zijn zij, als openbare bewaarders, aansprakelijk voor het verliezen en schenden van de stukken en registers der griffie. Deze verantwoordelijkheid is zwaar, want zij zijn verplicht mededeeling te geven aan de magistraten en aan het beheer der registratie.

Daarenboven krijgen feitelijk de advocaten en pleitbezorgers de oorspronkelijke stukken in handen op de aanzienlijke griffies, want het toezicht zou aldaar een leger van bedienden vergen. (*MULLER, De la situation des greffiers*, bl. 51 en vgl. — *Belg. Jud.*, 1879, bl. 753.)

* * *

De griffiers zijn ook aansprakelijk voor de overtredingen der wetten op het metriek stelsel; zij kunnen vervolgd worden indien zij deze wetten niet naleven.

* * *

Artikel 17 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1893, dat artikel 17 herhaalt van het koninklijk besluit van 30 November 1889, straft, overeenkomstig het eerste artikel van de wet van 6 Maart 1818, de overtredingen der bepalingen van dit besluit die niet met bijzondere straffen bedreigd worden.

Beteugelingstraffen.

Artikelen 241, 242 en 244 van het Strafwetboek, straffen : 1^o de opzettelijke en bedriegelijke vernieling en verduistering, door den ambtenaar-bewaarder, van stukken in de griffies ambtelijk in bewaring gegeven of

medegedeeld; 2^o de nalatigheid die het vernielen of verduisteren dier stukken mogelijk maakte.

* * *

Verduistering van roerende goederen bewaard door de griffiers, of door hunne klerken of beambten, hetzij krachtens of om reden van hun ambt, wordt voorzien bij artikel 420 van het Strafwetboek.

Er dient aangemerkt te worden dat de rechtsleer en de rechtspraak aannemen dat artikel 240 van het Strafwetboek van toepassing is zelfs op verduistering van voorwerpen, waarvan de ambtenaar het recht niet had de terhandstelling te vergen, doch die hem toevertrouwd werden, met het oog op het vertrouwen dat zijne hoedanigheid moet inboezemen, wegens het ambt dat hij bekleedt.

BIJLAGE IV.

Het emeritaat wordt verleend :

1. Aan bedienaars der eerediensten op pensioen gesteld op 'den ouderdom van 65 jaren, na dertig jaren dienst. Het emeritaatspensioen bevat natuurlijk slechts de jaarwedde door den Staat betaald, maar niet de bijwinsten. (Wet van 21 Juli 1844, art. 22, en wet van 24 April 1890, art. 5.)

2. Aan leeraars en andere leden van het onderwyzend personeel in de hoogeschoolen van den Staat, in de bijzondere scholen eraan gehecht, in de vecartsenschool en in het landbouwinstituut van Gembloers; verder aan de burgerlijke professoren van de militaire school en van de krijgsschool, aan de beheerders-opzichters der hoogeschoolen van den Staat, aan de bestuurders der hierbovengemelde scholen, enz. (Besluit-wet van 25 Juli 1816, wet van 25 September 1835, wet van 21 Juli 1844, art. 15, 18 en 19, en wet van 30 Juli 1879.)

Naar luid van deze laatste wet mogen de daarin aangeduide ambtenaren het emeritaat eischen na 30 jaar academischen dienst, welke ook hun ouderdom zij, ofwel *na tien jaren dienst*, zoo zij den leeftijd van 70 jaren hebben bereikt.

BIJLAGE V.

De pensioenen der gemeenteonderwijzers en der onderwijzers van aangenomen scholen worden berekend op den voet van 1/55^e van de jaarwedde, schoolgeld en bijwinsten daarin begrepen, die de belanghebbende gedurende de laatste vijf jaren heeft genoten; de diploma's, erin begrepen het diploma van gemeenteonderwijzer, worden voor 2 of 4 jaren dienst gerekend (wet van 16 Mei 1876, art. 7 en 10, en wet van 24 Augustus 1901).

Onder de talrijke klassen van ambtenaren, wier toestand, in opzicht van pensioen, merkelyk verbeterd werd sedert 1844 — (bedienaars van eerediensten : wet van 24 April 1890, waarbij het getal dienstjaren vereischt tot het bekomen van het emeritaat op 30 wordt beperkt, wyl het vroeger 40 was; leden van het personeel van het hooger onderwijs : wet van 30 Juli 1879, waarbij het getal academische dienstjaren, vereischt voor het bekomen van

het emeritaat, op 10 wordt gebracht, tegen 25 vroeger; en waarbij de grondslagen van het pensioen der leeraars, wegens ziekelijkheid op pensioen gesteld, met $1/33^{\circ}$ in plaats van $1/35^{\circ}$ wordt verhoogd) — mogen ook begrepen worden: de officieren van het leger die het bedrag van hun pensioen merklijk zagen verhoogden, krachtens de wetten van 14 Maart 1880, 25 Mei 1888 en 24 Augustus 1901; het personeel van het Staatsonderwijs, wiens pensioen, volgens het getal dienstjaren, nu op den voet van $1/35^{\circ}$ wordt berekend; onverlet latende dat, naar luid van de wet zelf van 21 Juli 1844 (art. 8), die voet $1/30^{\circ}$ is, voor de diensten bewezen door een even groot getal klassen andere ambtenaren en bedienden, deze van tol en accijns, van wateren en bosschen, van marine, van den treindienst der spoorwegen, van den spoorwegdienst van posterijen, de commiezen bij de onrechtstreeksche belastingen, de ingenieurs voor mijnen en polders, en over 't algemeen; al de ambtenaren en bedienden die, door den aard van hun ambt, aan slecht weder, afmatting, strijd of gevaar zijn blootgesteld.

Deze laatste ambtenaren en bedienden kunnen hun pensioen bekomen op den leeftijd van 55 jaar en na 20 jaren werkelijken dienst in eene of andere van die bedieningen.

Zoo dat de griffiers, die weldra de eenigen zullen zijn die door de « ongunstige » bepalingen van de wet van 1844 worden beheerd, nog de minst bevoordeeligden zijn onder dezen, voor welke er niet afzonderlijk werd afgeveken van de wet, in opzicht van de grondslagen en van den voet van hun gemiddeld inkomen.

BIJLAGE VI.

« Bij de Middenafdeeling werd een verzoekschrift ingediend van wege den » Bond der adjunct-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg van ons » land, waarin de wensch wordt uitgedrukt dat de griffiers van hoven en » rechtbanken zouden vallen onder de toepassing der bepalingen van » artikel 9 en volgende, der wet van 25 Juli 1867, betreffende de pensioenen.

» De wet van 25 Juli 1867, na in haar eerste artikel een regel te hebben » uitgevaardigd, gemeen voor magistraten en griffiers in opzicht van leeftijd » en op pensioen stelling ambtshalve, schrijft in artikelen 9 en volgende de » bepalingen voor, betreffende de grondslagen en den voet voor het pensioen, *enkel* ten bate van de magistraten.

» Op de griffiers wordt dus de wet van 1867 in hare strengheid toegepast; » de voorrechten door die wet verleend genieten zij niet.

» Meer nog: uit den samenhang der bepalingen van de algemeene wet » van 21 Juli 1844, met artikel 1 der wet van 25 Juli 1867, blijkt het dat de » griffiers, op den door de wet bepaalden leeftijd, werden op pensioen » gesteld, zonder er *volstrekt* recht op te hebben, aangezien de wet van » 1844 hun slechts dit recht toekent wanneer zij, uit hoofde van ongevallen » in den dienst, buiten staat zijn gesteld hun ambt verder uit te oefenen; » ten ware zij reeds dertig jaar dienst gedaan hebben.

» Nochtans storten zij, evenals de magistraten, in dezelfde kas voor
 » weduwen en weezen, en misschien in grooter verhouding, daar hunne
 » geringe jaarwedde niet toelaat op hen de bepaling toe te passen, waarbij
 » een groot gedeelte van hoogere jaarwedden van alle afhoudingen worden
 » ontslagen, daar de maximum bijdrage op 500 frank is bepaald.

» De vraag schijnt dus gerechtvaardigd en de Middenafdeeling dringt aan,
 » met hen, opdat de wetgever van 1908 herstelle wat in de wet van 1867
 » misschien een verzuim was.

BIJLAGE VII.

I. *Getal in bediening zijnde griffiers.*

In België zijn 442 griffiers en adjunct-griffiers in bediening, te weten :

Hof van cassatie en hoven van beroep	30
Rechtbanken van eersten aanleg	157
Rechtbanken van koophandel.	21
Militair hof en krijgswraden	12
Vredegerechten	222
Te zamen	442

Men ziet dat de helft der griffiers tot de vredegerechten behooren. Dit dient te worden in acht genomen, omdat de griffiers bij de vredegerechten de kleinste jaarwedden hebben en diensvolgens de geringste pensioenen genieten.

Dat is een eerste feit. Nu een tweede van grooter belang in opzicht van het opgeworpen vraagstuk.

II. *Getal gepensioneerde griffiers. — Bedrag hunner pensioenen.*

A. Van 1 Januari 1892 tot 31 December 1906 (15 volle jaren) hebben 99 griffiers pensioen gekregen, uit hoofde van ouderdom of ziekelijkheid, dit wil zeggen iets meer dan 6 gepensioneerden, juist 6, 6 per jaar, hetzij slechts 11 1/2 t. h.

Onder die 99 gepensioneerde griffiers waren 62, nagenoeg de 2/3, griffiers bij de vredegerechten.

Dus zijn er, gemiddeld, slechts 6 of 7 griffiers per jaar, die pensioen krijgen; 3 omdat zij de ouderdomsgrens hebben bereikt, en 3.6 uit hoofde van ziekelijkheid.

B. Het totaal bedrag der pensioenen verleend aan de 99 griffiers die op-
 hielden hun ambt uit te oefenen, van 1892 tot 1906, beliep, gemiddeld,
 15,089 frank per jaar.

III. *Duur van de pensioenen.*

Naar de statistieken door het Departement van Justitie opgemaakt, naar
 aanleiding van den toestand der kas voor weduwen en weezen van den
 rechterlijken stand, beliep de gemiddelde leeftijd der aangeslotenen bij die

kas, na op pensioen stelling, en voor het tijdstip 1873 tot 1892 (20 jaar), slechts 6 jaar en 3 maanden (verslag van den heer Moreau, algemeen bestuurder, 20 November 1893).

De gemiddelde leeftijd der griffiers die pensioen kregen van 1892 tot en met 1906, is nagenoeg dezelfde. Immers, op de 99 griffiers die gedurende dit tijdstip op pensioen werden gesteld, waren 64 overleden; op 31 December 1907 waren er enkel nog 35 in leven. Dus is het genieten van pensioen van korten duur.



PROPOSITION DE LOI

modifiant les dispositions légales en vigueur concernant les pensions des greffiers et greffiers adjoints des Cours et Tribunaux du Royaume.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 9, 10 et 11 de la loi du 25 juillet 1867 sont rendues applicables aux greffiers en chef, greffiers et greffiers adjoints de la Cour de cassation, des Cours d'appel, de la Cour militaire, des Tribunaux de première instance et de commerce, des conseils de guerre et des justices de paix.

ART. 2.

Entreront seules en ligne de compte pour l'application du bénéfice énoncé à l'article précédent, les années d'exercice effectif des fonctions de greffier en chef, greffier ou greffier adjoint.

Les années de service admissibles, d'après la loi du 21 juillet 1844, mais étrangères à ces fonctions, seront comptées d'après les bases fixées par les lois actuellement en vigueur.

ART. 3.

Aucune pension ne pourra être supérieure au traitement qui aura servi de base à la liquidation.

ART. 4.

Les lois des 21 juillet 1844, 27 juillet 1849 et 10 janvier 1886 sur les pensions restent applicables aux greffiers

WETSVOORSTEL

houdende wijziging van de van kracht zijnde wetsbepalingen betreffende de pensioenen der griffiers en adjunct-griffiers bij de Hoven en Rechtbanken des Rijks.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen vervat in de artikelen 9, 10 en 11 der wet van 25 Juli 1867 worden van toepassing gemaakt op de hoofdgriffiers, de griffiers en de adjunct-griffiers bij het Hof van Cassatie, de Hoven van beroep, het Militaire Gerechtshof, de Rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, de krijgsraden en de vrederechten.

ART. 2.

Voor de toepassing van de in het vorig artikel bedoelde gunst, komen alleen in aanmerking de jaren werkelijken dienst in het ambt van hoofdgriffier, van griffier of van adjunct-griffier.

De volgens de wet van 21 Juli 1844 aanneembare dienstjaren, doch vreemd aan die ambten, worden gerekend naar de grondslagen, bij de thans van kracht zijnde wetten vastgesteld.

ART. 3.

Geen pensioen mag hooger gaan dan de jaarwedde die tot grondslag heeft gediend aan de berekening daarvan.

ART. 4.

De wetten van 21 Juli 1844, 27 Juli 1849 en 10 Januari 1886 op de pensioenen blijven van toepassing op de

en chef, greffiers et greffiers adjoints qui ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour pouvoir invoquer le bénéfice de l'article 1^{er} susénoncé.

ART. 5.

Sont abrogées les dispositions des lois des 21 juillet 1844, 27 juillet 1849 et 10 janvier 1886 qui seraient contraires à celles qui précèdent.

ART. 6.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1909.

hoofdgriffiers, de griffiers en de adjunct-griffiers die niet voldoen aan de voorwaarden vereischt om de weldaad van bovenstaand artikel 1 te kunnen invoeren.

ART. 5.

De bepalingen der wetten van 21 Juli 1844, 27 Juli 1849 en 10 Januari 1886, die strijdig mochten zijn met de voorgaande bepalingen, worden ingetrokken.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking te rekenen van 1 Januari 1909.

A. BORBOUX,
J. DESTRIÉE,
L. DU BUS DE WARNATTE,
CH. VAN MARCKE,
Maurice LEMONNIER,
WAUWERMANS.

